

Mobilisation contre les violences policières: 26 personnes interpellées à Paris et en banlieue

Paris, 28 févr. 2017 (AFP) –Vingt-six personnes ont été interpellées mardi à Paris et en banlieue après des incidents au cours desquels une proviseure et trois policiers ont été blessés légèrement, lors d'une nouvelle journée de mobilisation des lycéens contre les violences policières, selon la préfecture de police de Paris. Neuf personnes ont été interpellées à Paris, dix à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), quatre à Gennevilliers, une à Clichy et deux à Vanves (deux communes des Hauts-de-Seine). Un jeune de 16 ans a été interpellé pour avoir lancé un projectile sur la proviseure d'un établissement du IXe arrondissement de la capitale, qui a eu sept points de suture au visage. La ministre de l'Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem a condamné "fermement la violence dont a été victime ce matin la proviseure du lycée Jules-Ferry à Paris", dans un communiqué. La présidente de la région Ile-de-France Valérie Pécresse (LR) a fait part de son soutien à la proviseure, dans un message posté sur Twitter. Dans un communiqué, le vice-président du Front national Florian Philippot a accusé l'Etat et "son laxisme coupable", qui "met de plus en plus fréquemment nos agents publics en danger physique". Le premier syndicat des proviseurs, le SNPDEN-Unsa, a condamné "le climat de violence des blocages des lycées", déplorant qu'il y ait eu deux personnels de direction blessés en moins d'une semaine. Selon les autorités, quinze établissements ont été perturbés mardi, dont onze à Paris. Deux établissements ont été touchés dans les Hauts-de-Seine, un dans le Val-de-Marne et un autre en Seine-Saint-Denis. Des poubelles ont été incendiées devant plusieurs établissements parisiens, selon une source policière. En fin de matinée, plusieurs centaines de jeunes, pour certains masqués, se sont rassemblés sur le Cours de Vincennes, dans le sud-est de Paris, sous forte surveillance policière, ont constaté des journalistes de l'AFP. Brandissant des banderoles "Flics armés, jeunesse blessée" ou "Pas de justice, pas de paix", ils sont ensuite partis par petits groupes dans les rues de la capitale. – 'Justice pour Théo' – Scandant "A bas l'Etat policier" ou "Justice pour Théo, on ne veut pas d'une police de facho", ils ont notamment dégradé sur leur passage une voiture et dérobé des livraisons de supermarché. "D'un côté, j'ai la haine envers la police, mais d'un autre côté, on ne peut pas manifester contre les violences policières en étant nous-mêmes violents. On perd en crédibilité", a expliqué Marius, 16 ans. Zied, 16 ans, lycéen à François Villon, a regretté le caractère "sauvage" de la manifestation. "On ne peut pas revendiquer nos convictions de cette manière". Jeudi dernier, un rassemblement des lycéens contre les violences policières avait donné lieu à des heurts avec les forces de l'ordre à Paris, débouchant sur 28 interpellations. Le 2 février, Théo, un jeune homme noir de 22 ans, a été victime d'un viol présumé au cours d'une interpellation à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Quatre policiers ont été mis en examen dans cette affaire, dont l'un pour viol. "L'émotion soulevée dans la jeunesse par l'affaire Théo ne saurait en aucun cas justifier les violences, débordements et blocages inacceptables qui se sont produits devant certains lycées", a averti Mme Vallaud-Belkacem mardi. "L'Etat sera particulièrement ferme, comme l'ont montré les interpellations d'hier (lundi)". Seize adolescents ont été placés en garde à vue lundi, à la suite d'incidents dans plusieurs lycées des Hauts-de-Seine. Sur Paris et les trois départements de la petite couronne (Hauts-de-Seine, Val-de-Marne et Seine-Saint-Denis), 31 personnes ont été interpellées lundi. bur-cl-d-bat/tmo/mmAfp le 28 févr. 17 à 20 19.